COMMUNE D'ANDOUILLÉ

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL 16 OCTOBRE 2025

RELEVÉ DE DÉCISIONS

L'an deux mille vingt-cinq, le seize octobre à vingt heures quinze minutes, le Conseil Municipal, légalement convoqué, conformément aux articles L.2121-7, L.2121-10 et L.2121-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni en salle de réunion à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de M. Bertrand LEMAITRE, Maire.

PRÉSENTS :
Madame GUICHARD Virginie - Madame FOUQUET Rachel - Monsieur COULON Louis - Monsieur HANGOUET François-Noël - Madame FOUQUET Rachel - Monsieur GARNIER Sacha - Monsieur GAUDIN Olivier - Madame GUICHARD Virginie - Monsieur HURAULT Patrice - Monsieur LEMAITRE Bertrand - Madame LEPRETRE Françoise - Madame LETERRIER Sophie – Madame MONNIER Marianne - Madame RICOULT Séverine - Monsieur ROULAND Bruno

ABSENTS REPRÉSENTÉS :

ABSENTE : Madame MARECHAL-THOMAS Karine

Madame RICOULT Séverine est élue secrétaire (selon art. L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Date de convocation : 10 octobre 2025 - Date d'affichage de la convocation : 10 octobre 2025
Nombre de conseillers en exercice : 16 - Nombre de présents : 15 – Nombre de votants : 15

* * * * * *

Il est procédé à l'appel nominal des conseillers. Le quorum est constaté.

* * * * * *

Les questions inscrites à l'ordre du jour sont examinées.

Approbation du procès-verbal

Le Conseil Municipal approuve le PV du 18 septembre 2025.

Relevé des décisions du Maire

Décision n° 2025_23
La commune d'Andouillé renonce à exercer son droit de préemption sur **la parcelle cadastrée AH229** sise **rue de l'Hôtel de Ville**

Décision n° 2025_24
La commune d'Andouillé renonce à exercer son droit de préemption sur **la parcelle cadastrée AE4** sise **43 rue de Bretagne**

Décision n° 2025_25
La commune d'Andouillé renonce à exercer son droit de préemption sur **la parcelle cadastrée AH2** sise **5 bis rue Emmanuel Dufourd**

Décision n° 2025_26
La commune d'Andouillé renonce à exercer son droit de préemption sur **la parcelle cadastrée AK116** sise **11 rue Jules Pivert**

Décision n° 2025_27
La commune d'Andouillé renonce à exercer son droit de préemption sur **la parcelle cadastrée AI144** sise **3 place Ambroise Paré**

Décision n° 2025_28
La commune d'Andouillé renonce à exercer son droit de préemption sur **la parcelle cadastrée C105** sise **« La Noé »**

Décision n° 2025_29
La commune d'Andouillé renonce à exercer son droit de préemption sur **la parcelle cadastrée AK83** sise **23 rue Ulphace Benoist**

Décision n° 2025_30
La commune d'Andouillé renonce à exercer son droit de préemption sur **la parcelle cadastrée AK33** sise **6 rue Félix Jean Marchais**

2025_10_16_01 Avis sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la société Séché Eco-Industrie relative à l'extension du parc d'activités de déchets dans le cadre de la consultation publique

Par arrêté du 5 septembre 2025, Madame la Préfète de la Mayenne a prescrit l'ouverture d'une consultation du public par voie électronique sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la société SÉCHÉ ÉCO-INDUSTRIES, dont le siège social est situé au lieu-dit Les Hêtres à Changé (53810) en vue de l'extension du parc d'activités de déchets, localisé sur les communes de Changé et de Saint-Germain-le-Fouilloux.

Ce projet nécessitera :

- L'extension de la capacité de stockage des déchets non dangereux sur le site de la Jarillais,
- Le déplacement de l'unité de mise en balles de déchets valorisables située sur le site de Mézerolles vers le site de la Cousinière,
- La création d'un merlon paysager au sud du parc d'activités.

La consultation du public se déroulera du 29 septembre 2025 au 29 décembre 2025.

Dans le cadre de cette consultation et notamment au regard des incidences environnementales, le Conseil Municipal est invité à donner son avis sur le projet au plus tard le 8 novembre 2025.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la note explicative de synthèse en rapport avec cette affaire, ci-annexée,

Le Conseil Municipal,
Après avoir pris connaissance du dossier,
Après en avoir délibéré,
Invité à se prononcer par vote à mains levées,
Par 7 voix « pour », 0 voix « contre », 8 abstentions, sur 15 voix

- **ÉMET un avis favorable sur le projet déposé par SÉCHÉ ÉCO-INDUSTRIES.**

MANDATE Monsieur le Maire pour prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

2025_10_16_02 Vente de matériels de cuisine

Le bâtiment ex-cantine va être prochainement démoli. Il convient de le vider en amont. Du matériel de cuisine essentiellement est stocké dans cet espace. Dans les prochaines semaines, il est proposé de trier le matériel selon la méthode suivante :

1- Réemploi dans d'autres bâtiments de la collectivité quand c'est utile
2- Vente quand le bien a une valeur marchande
3- Elimination en déchèterie

Pour le matériel qui pourrait être vendu, il est proposé de déléguer le soin à M. le Maire de négocier et décider du prix de vente en fonction du matériel et de sa valeur sur le marché, au plus offrant de manière à laisser à M. le Maire une marge de manœuvre. Pour le règlement à la collectivité, il pourra se faire de 2 façons :

- Soit par l'édition d'un titre pour un paiement par virement ou par chèque à l'ordre du trésor public
- Soit dans le cadre de la régie « photocopie » pour un paiement en espèces ou par chèque jusqu'à 300 € par matériel

Vu la délibération des délégations consenties au Maire par le Conseil Municipal du 03 septembre 2023

Le Conseil Municipal,
Après avoir pris connaissance du dossier,
Après en avoir délibéré,
Invité à se prononcer par vote à mains levées,
Par 15 voix « pour », 0 voix « contre », 0 abstention, sur 15 voix

- **VALIDE la méthode de traitement du matériel contenu dans le bâtiment Ex-cantine**
- **AUTORISE M. le Maire à décider du prix de vente en fonction des négociations avec les acheteurs**
- **ACCEPTE la modification de la régie « photocopies »**
- **AUTORISE le maire à signer toutes les pièces inhérentes au présent dossier**

Informations CCE

- Point sur la réflexion concernant la gestion des déchets en groupe de travail.

L'enjeu principal est de contenir l'augmentation de la taxe des ordures ménagères. Le dernier COPIL est programmé la semaine prochaine.

- Retour sur le long débat relatif à la prise de compétence "Enfance-Jeunesse".

La décision pourrait être reportée à l'année prochaine.

Synthèse des comptes-rendus des commissions

- Projet écoles : retour sur les rencontres avec les usagers (ATSEM et enseignantes).

Le point qui inquiète le plus reste la mutualisation des espaces. Les enseignantes ne sont pas très attachées à la bibliothèque. La prochaine rencontre sera organisée avec les parents d'élèves.

- Réunion du groupe de travail et de la commission sur la mobilité : la restitution est prévue au conseil municipal.

Questions diverses

- Repas des CCAS : information sur la non-distribution dans les foyers par les élus

M. Rouland demande pourquoi il n'est pas possible que les conseillers municipaux portent l'invitation du repas des ainés au domicile. Il lui est expliqué que cette pratique n'était pas prudente à l'approche des élections municipales.

- ALEOP : déplacement du point de dépose des petits sous le porche à la place de l'auto-école et suppression d'une barrière pour faciliter l'arrêt du car à l'école du Sacré cœur

- Alerte sur la haie qui s'épaissie d'un habitant de la commune. M. le Maire explique que le nécessaire avait été fait pour que les ayants droits du propriétaire agissent pour rétablir la situation.